

Une reprise plus dynamique dans les Pays de la Loire qu'en France

Après une année 2020 marquée par la pandémie de Covid-19 et une récession d'une ampleur historique, la croissance rebondit nettement en 2021, en particulier au second semestre, malgré de nouvelles vagues épidémiques. Le produit intérieur brut (PIB) français augmente de 6,8 % (après - 7,9 % en 2020), porté notamment par la consommation des ménages qui rebondit fortement au 3^e trimestre avec la levée des restrictions. Sur l'ensemble de l'année 2021, il s'établit néanmoins à un niveau inférieur de 1,7 % à celui enregistré en 2019.

Dans les Pays de la Loire, la reprise est plus nette qu'en France. L'emploi rebondit plus fortement et dépasse son niveau d'avant-crise de fin 2019 de 2,2 % (contre + 1,5 % en France). La région se place au 2^e rang des régions françaises ayant le plus faible taux de chômage. Les créations d'entreprises progressent plus fortement qu'en France et atteignent un nouveau record. L'activité économique est plus dynamique qu'au niveau national, portée par un plus fort rebond du secteur tertiaire marchand et, dans une moindre mesure, par celui de la construction, alors que certains secteurs industriels sont affectés par d'importants problèmes d'approvisionnement. La hausse de

consommation des ménages, approchée par le volume des transactions par carte bancaire, est aussi plus marquée qu'en France.

Un net rebond de l'activité au second semestre

En 2021, l'activité économique rebondit après la forte contraction en 2020 liée à la crise sanitaire et aux différentes mesures de restrictions. Mesurée par le nombre d'heures de travail payées par les employeurs (donc hors chômage partiel), l'activité salariée dépasse ainsi sur l'ensemble de l'année de 0,3 % son niveau d'avant-crise de 2019 (après - 7,6 % en 2020). En France, elle reste inférieure de 2,1 %.

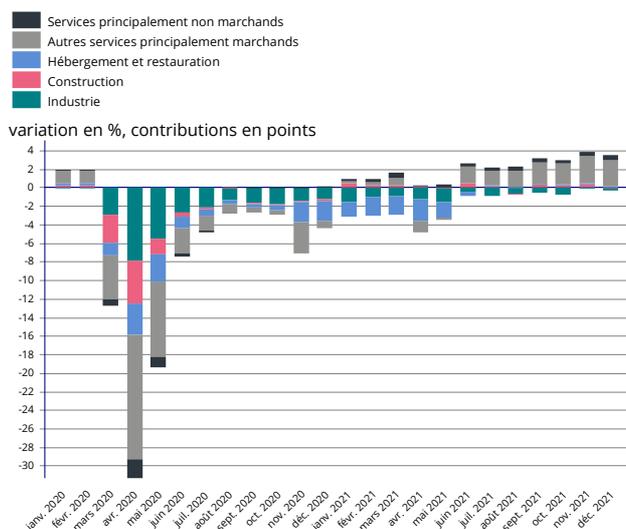
Au 1^{er} trimestre 2021, la perte d'activité se réduit (- 1,9 % contre - 5,2 % en France) après un 4^e trimestre 2020 marqué par le deuxième confinement national de la population. Si la fermeture des restaurants et de nombreuses activités de loisirs reste en vigueur depuis novembre 2020, les mesures de restrictions sanitaires instaurées depuis janvier 2021 sont devenues plus ciblées.

L'activité se dégrade de nouveau en avril (- 4,5 %) avec le reconfinement de la

population ► **figure 1**. La chute est cependant moins marquée qu'au niveau national (- 7,8 %), notamment en raison du plus faible poids dans l'économie régionale des services principalement marchands, secteur qui contribue le plus à cette nouvelle baisse d'activité. Ce secteur porte ensuite le vif rebond en mai et juin avec la levée des principales restrictions, dont la réouverture progressive des restaurants. En juin 2021, pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire, l'activité salariée régionale dépasse son niveau d'avant-crise (+ 1,9 %) alors qu'il faut attendre le mois de septembre en France. L'activité reste ensuite nettement supérieure à son niveau de 2019 dans la région tout au long du second semestre (+ 2,4 %, contre + 0,8 % en France), hormis dans l'industrie.

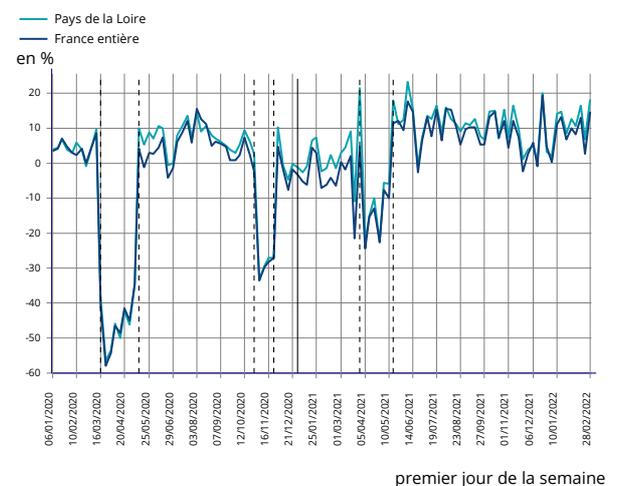
En effet, malgré un très net rebond en 2021, l'activité salariée industrielle reste bien en deçà de son niveau d'avant-crise (- 2,2 %, après - 4,1 % au 1^{er} semestre). Le secteur est pénalisé par des difficultés d'approvisionnement qui atteignent un niveau historiquement élevé, en raison notamment d'un surcroît de demande dû au redémarrage simultané des économies mondiales.

► 1. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 dans les Pays de la Loire



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

► 2. Évolution hebdomadaire des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019



Note : transactions par carte bancaire CB en face-à-face qui n'incluent pas la vente à distance (internet). Les traits pointillés permettent d'identifier les périodes pendant lesquelles les commerces « non-essentiels » étaient fermés sur l'ensemble du territoire métropolitain. Le trait vertical plein indique la dernière semaine de 2020.
Source : Cartes bancaires CB, Calculs Insee.

Le secteur de la fabrication de matériels de transport, très présent dans la région au travers de la construction navale, de l'industrie aéronautique et de l'industrie automobile est particulièrement affecté (- 7,7 % sur l'ensemble du second semestre 2021, après - 9,1 % au premier semestre).

Cependant, si la reprise d'activité est nette dans la région au second semestre 2021, le début de l'année 2022 apparaît plus contrasté. Le mois de janvier est caractérisé par l'apparition du variant Omicron et ses conséquences, dont la mise en place du passe vaccinal. Si en février, la plupart des restrictions sont progressivement levées, le mois de mars est marqué par les premières conséquences de la guerre en Ukraine, qui accroissent notamment les difficultés existantes d'approvisionnement et ont un impact sur le niveau des prix. Au 1^{er} trimestre, l'activité salariée dans la région reste cependant supérieure de 4,2 % à son niveau de 2019 (contre + 2,5 % au niveau national).

Une hausse des transactions par carte bancaire plus marquée qu'en France

Après un recul de 5 % en 2020, les transactions bancaires (hors achats en ligne et hors dépenses effectuées en France par les touristes étrangers) rebondissent en 2021. Elles se situent dans la région à 6 % au-dessus de leur niveau de 2019 (contre + 3 % au niveau national).

Si ce rebond traduit une hausse de la consommation, il est cependant à relativiser compte tenu des facteurs qui tirent mécaniquement les montants des transactions à la hausse, notamment le recours accru à ce moyen de paiement depuis le début de la crise sanitaire ainsi que l'inflation à partir du milieu de l'année.

En 2021 comme en 2020, les transactions bancaires restent fortement soumises aux mesures de restrictions associées à la crise sanitaire. Après une légère reprise au 1^{er} trimestre 2021 (+ 3 %, contre - 4 % au niveau national), les transactions chutent de nouveau au moment du 3^e confinement (- 18 % pour le mois d'avril, contre - 19 % en France)

► **figure 2.** Les transactions rebondissent fortement à partir du mois de mai, lors de la réouverture des commerces « non essentiels », des restaurants et des lieux culturels. Au total, sur l'ensemble du 2^e trimestre les transactions sont stables comparativement à leur niveau de 2019 (contre - 2 % au niveau national). Elles sont ensuite nettement supérieures aux 3^e et 4^e trimestres (respectivement + 11 % et + 9 %, soit 1 point de plus qu'au niveau national).

Début 2022, les transactions bancaires restent nettement supérieures à leur niveau de 2019. Ces fortes hausses ne traduisent pas nécessairement une augmentation de la consommation. Elles sont en partie la conséquence de la forte accélération des prix liée aux tensions sur les approvisionnements et à l'impact de la guerre en Ukraine sur les cours de l'énergie et des matières premières.

Emplois et créations d'entreprises repartent à la hausse après la crise de 2020

En 2021, l'emploi rebondit de 3,0 % dans les Pays de la Loire (contre 2,8 % en France), après - 0,7 % en 2020. La région compte ainsi 1,50 million d'emplois en fin d'année, soit 2,2 % de plus que son niveau d'avant-crise de fin 2019.

Dans les Pays de la Loire, le nombre de créations d'entreprises atteint un nouveau record avec 46 300 créations, soit une hausse de 21,7 % par rapport à 2020, année du précédent record. Cette forte hausse est portée par l'essor des immatriculations de micro-entrepreneurs et de sociétés, tandis que les entreprises individuelles augmentent plus modérément.

Les échanges commerciaux se redressent mais le rebond des importations est nettement plus marqué que celui des exportations. Ces dernières restent en effet nettement inférieures à leur niveau de 2019 pour les matériels de transport et les produits pétroliers raffinés, notamment en raison de la fermeture de la raffinerie de Donges. Le solde commercial régional se dégrade ainsi fortement et atteint un niveau record de - 9 milliards d'euros.

L'emploi industriel reste légèrement en deçà de son niveau d'avant-crise

En 2021, l'emploi progresse dans l'industrie malgré les difficultés d'approvisionnement. Hors intérim, l'emploi industriel rebondit (+ 1,0 %, après - 1,3 % en 2020) mais reste légèrement inférieur à son niveau d'avant-crise. En France, l'augmentation est plus faible (+ 0,7 %).

L'emploi accélère dans l'industrie agroalimentaire et dans le secteur de l'énergie, l'eau, les déchets, la cokéfaction et le raffinage et dépasse nettement son niveau d'avant-crise. En revanche, il reste en deçà de son niveau de 2019 dans les biens d'équipements et les autres branches industrielles malgré un rebond en 2021.

La situation est moins favorable dans la fabrication de matériels de transport où l'emploi recule de nouveau. Les exportations restent nettement inférieures à leur niveau d'avant-crise, en particulier les produits de la construction aéronautique et spatiale, mais aussi ceux de la construction navale et les équipements pour automobile.

L'emploi dans la construction accélère en 2021 et dépasse amplement son niveau de 2019 (+ 4,7 %, comme en France). Dans un contexte de reprise économique, les ventes de logements neufs rebondissent nettement (+ 28,2 %) après la forte chute de 2020 (- 18,2 %). Les permis de construire et les mises en chantier sont en forte hausse.

Rebond du tertiaire marchand, porté notamment par l'intérim

En 2021, l'emploi dans le tertiaire marchand rebondit (+ 5,5 %, après - 2,0 % en 2020), porté par le net rebond de l'emploi intérimaire, particulièrement affecté en 2020 (+ 14,5 %, après - 7,3 % en 2020). Les effectifs dans le tertiaire marchand dépassent ainsi de 3,3 % leur niveau d'avant-crise de 2019 dans la région, et de 1,9 % en France. Hors intérim, l'emploi du tertiaire marchand augmente plus fortement par rapport à son niveau d'avant-crise (+ 3,0 %) qu'au niveau national (+ 1,6 %). L'information-communication, les services aux entreprises et le commerce sont les secteurs qui contribuent le plus à la hausse de l'emploi observée. Hormis dans les services immobiliers où il recule assez nettement, l'emploi dépasse son niveau d'avant-crise dans tous les autres secteurs, y compris dans l'hébergement-restauration et les services aux ménages, secteurs les plus affectés en 2020 par la crise sanitaire.

En 2021, l'activité dans les transports se redresse, portée essentiellement par l'acheminement des marchandises. L'emploi y augmente de nouveau et dépasse de 0,7 % son niveau d'avant-crise, un peu plus qu'au niveau national (+ 0,2 %). La circulation de poids lourds bat des records, tandis que l'activité du port de Nantes Saint-Nazaire s'effondre en lien avec la fermeture de la raffinerie de Donges. Le transport urbain augmente mais ne retrouve pas son niveau d'avant-crise, tout comme le transport aérien qui reste affecté par la pandémie : la fréquentation de l'aéroport de Nantes demeure inférieure de 54 % à celle de 2019.

Les ventes de voitures neuves sont à leur plus bas niveau depuis 2015. En revanche, la mutation du parc énergétique se poursuit avec des ventes de voitures hybrides et électriques toujours en hausse.

Dans le commerce, l'emploi rebondit et dépasse de 3,6 % son niveau de fin 2019, 1,5 point de plus qu'au niveau national. La fréquentation touristique reprend à partir de juillet après un premier semestre affecté par les vagues épidémiques. En raison d'une activité plus saisonnière, le chiffre d'affaires dans les campings dépasse son niveau de 2019.

Marchés agricoles : une reprise ternie par l'envolée des coûts de production

En 2021, la plupart des rendements en grandes cultures progresse. Les cours du blé et du maïs augmentent fortement, en raison d'une demande mondiale dynamique, tandis que celui du colza atteint un record. Les ventes de légumes sont affectées par une faible demande et des conditions climatiques défavorables. La récolte viticole est affectée par le gel et les maladies mais les ventes se poursuivent grâce aux stocks de 2020. Les cours du lait de vache se redressent sous l'effet du recul de la collecte. Le marché des bovins est dynamique en raison d'une demande ferme et de disponibilités réduites tandis que celui du porc se replie au second semestre sous l'effet d'une moindre demande chinoise. La filière volaille bénéficie du dynamisme de l'activité pour le poulet et le canard. Avec la reprise économique, les coûts des moyens de production agricoles sont en forte hausse.

Des crédits dynamiques grâce à la bonne résilience du tissu économique régional

En 2021, les encours de crédits distribués à la clientèle non financière des Pays de la Loire augmentent de 4,7 % et atteignent 131,3 milliards d'euros. Les crédits immobiliers, principal segment en volume, sont en hausse de 8,0 % et atteignent leur plus haut niveau, signe de la forte attractivité de la région. Les crédits à l'équipement poursuivent leur progression. À l'inverse, les crédits de trésorerie accusent un net repli (- 9,5 % après + 47,4 %) en raison d'un moindre besoin des entreprises après le fort recours aux prêts garantis par l'État (PGE) en 2020.

Forte baisse du taux de chômage, du nombre de demandeurs d'emploi et du recours au chômage partiel

Le taux de chômage recule en 2021 (- 0,8 point). Il s'établit ainsi à 6,0 %, son plus bas niveau depuis le 3^e trimestre 2008, plaçant les Pays de la Loire au 2^e rang des régions françaises ayant le plus faible taux de chômage. En France, il recule de 0,7 point, s'établissant à 7,4 % de la population active. En 2021, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) diminue fortement (- 16,6 %), après la forte hausse de 2020 (+ 8,3 %). En incluant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la région compte 302 000 demandeurs d'emploi en 2021, soit une baisse de 7,9 %. Le nombre total de demandeurs d'emploi se situe ainsi à 3,5 % sous son niveau d'avant-crise. Malgré une forte baisse en 2021 (- 70,4 % d'heures consommées), le recours au chômage partiel reste nettement supérieur à son niveau de 2019.

Une reprise contrastée selon les départements

Après la crise sans précédent de 2020, la reprise est dynamique dans la région, mais des disparités apparaissent au sein des départements, liées parfois à certaines spécificités sectorielles.

En Loire-Atlantique, l'activité dépasse en 2021 de 0,1 % son niveau de 2019 (après - 7,6 % en 2020), soit un peu moins qu'au niveau régional (+ 0,3 %). Seul le secteur de l'industrie reste en deçà de son niveau d'avant-crise au second semestre (- 1,7 %). Les transactions bancaires (+ 4 %) sont un peu moins dynamiques qu'au niveau régional (+ 6 %). En revanche, l'emploi augmente dans les mêmes proportions (+ 2,2 % par rapport à 2019). La Loire-Atlantique est le seul département où l'emploi industriel progresse par rapport à 2019 (+ 1,5 %), mais aussi le seul où l'emploi intérimaire est en baisse (- 1,4 %) alors que la hausse est vigoureuse dans la plupart des autres départements. Le taux de chômage (5,9 %) est proche du taux régional (6,0 %). Avec près de la moitié des exportations et des importations de la région, la Loire-Atlantique reste le premier département en termes d'échanges commerciaux. Ces derniers augmentent cependant moins qu'au niveau régional (+ 12,7 % contre + 15,8 %).

En Maine-et-Loire, l'activité est plus dynamique qu'au niveau régional : + 1,4 % par rapport à 2019, contre + 0,3 % au niveau régional, et après - 6,9 % en 2020. Si comme dans la plupart des départements le secteur industriel reste en deçà de son niveau d'avant-crise au second semestre (- 2,7 %), l'activité est particulièrement portée sur cette même période par le dynamisme des secteurs tertiaires marchand (+ 6,6 %) et non marchand (+ 5,4 %). Sur l'ensemble de l'année, les transactions bancaires (+ 7 %) sont d'ailleurs un peu plus dynamiques qu'au niveau régional. Tout comme l'emploi qui augmente de 2,7 %, (contre 2,2 % dans la région). En revanche, le taux de chômage (6,4 %) est légèrement plus élevé (+ 0,4 point). Avec le quart des importations et des exportations de la région, le Maine-et-Loire est le deuxième département au niveau des échanges commerciaux. En 2021, ces derniers progressent plus fortement que dans la région (+ 20,5 %, contre + 15,8 %).

La reprise est nette en Vendée, l'activité rebondit fortement dès la levée des principales restrictions et dépasse en 2021 de 1,2 % son niveau de 2019, et après - 7,5 % en 2020. Comme pour les autres départements, le secteur industriel est le seul qui reste en deçà de son niveau d'avant-crise au second semestre (- 1,6 %). Cependant, sur l'ensemble de l'année, la perte d'activité industrielle est contrebalancée par le dynamisme des secteurs tertiaires marchand et non

marchands qui augmentent respectivement de 2,5 % et 7,6 % par rapport à 2019. La Vendée se distingue d'ailleurs par la forte hausse de ses transactions bancaires (la plus élevée de la région), favorisée notamment par la reprise de la fréquentation touristique. L'emploi dans le département augmente de 2,4 % par rapport à 2019, soit 0,2 point de plus que dans la région. Le taux de chômage s'établit à 5,3 %, soit 0,7 point de moins qu'au niveau régional. Le plus bas taux national est d'ailleurs observé dans la zone d'emploi des Herbiers-Montaigu. La reprise est plus contrastée dans la Sarthe, l'activité dépasse son niveau d'avant-crise à partir du mois d'août, plus tardivement que dans les autres départements. Sur l'ensemble de l'année 2021, l'activité reste en deçà de son niveau d'avant-crise (- 1,5 %) et après - 8,7 % en 2020. Le secteur industriel est le seul à rester sous son niveau de 2019 au second semestre (- 2,8 %). Ce secteur contribue quasi intégralement à la perte d'activité annuelle dans le département, en particulier les secteurs de fabrication de matériels de transport et de fabrication d'autres produits industriels qui restent pénalisés par les difficultés d'approvisionnement. Les transactions bancaires sont moins dynamiques que dans les autres départements (+ 3 %). Si l'emploi salarié augmente de 2,2 % par rapport à 2019, comme au niveau régional, le taux de chômage (7,1 %) demeure le plus élevé de la région. La Sarthe est également le seul département dans lequel les mises en chantier diminuent en 2021 (- 5,9 %, contre + 11,7 % au niveau régional). Les créations d'entreprises sont également moins dynamiques que dans les autres départements.

Malgré un rebond en juin au moment de la levée des principales restrictions, l'activité en Mayenne reste au-dessous de son niveau d'avant-crise (- 0,4 %), après - 8,0 % en 2020. La reprise est moins nette qu'au niveau régional, notamment en raison du plus fort poids du secteur de fabrication d'autres produits industriels, encore très affecté et principal contributeur de la perte d'activité. Les transactions bancaires sont cependant plus dynamiques (+ 8 % contre + 6 % dans la région). La Mayenne se distingue par une hausse particulièrement élevée en 2021 des logements commencés (+ 46,2 %, contre + 11,7 % au niveau régional) mais elle ne représente que 7,0 % des mises en chantier dans la région. Si l'emploi salarié y augmente plus timidement qu'au niveau régional (+ 1,2 % par rapport à 2019, contre + 2,2 %), la Mayenne affiche le plus faible taux de chômage régional (4,7 %), 3^e plus bas taux de France. ●

Auteur :

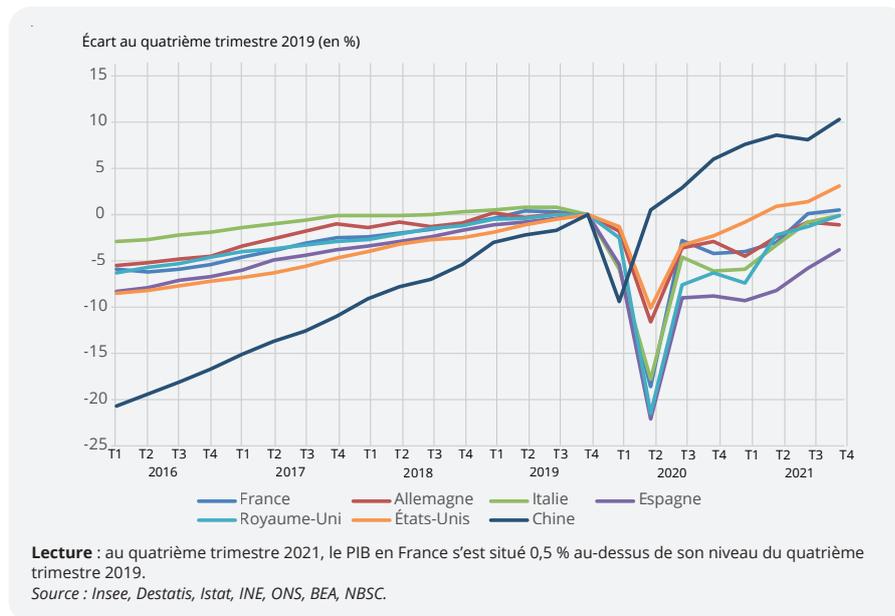
Yohann Rivillon (Insee)

Cadrage national

En 2021, l'économie mondiale a rebondi après sa chute en 2020, l'amélioration de la situation sanitaire s'étant accompagnée d'un allègement des restrictions

En 2021, l'épidémie de Covid-19 est restée l'un des principaux déterminants de l'activité économique. L'apparition de variants a rythmé la propagation de nouvelles vagues, et, en conséquence, la poursuite des mesures de restrictions sanitaires. Celles-ci se sont cependant allégées, à mesure que les États apprenaient à limiter la propagation du virus – notamment par une campagne de vaccination à grande échelle – et que les ménages et les entreprises entraient dans le paradigme du « vivre avec ». Après la fermeture partielle des économies en 2020, qui avait fait plonger le PIB mondial à - 3,1 % par rapport à son niveau de 2019, leur réouverture progressive en 2021 a engendré un rebond en partie mécanique, à 6,1 %¹. Ce rattrapage a néanmoins été hétérogène selon les pays ► **figure 1**. Ainsi le rebond de l'activité en zone euro, certes vif (+5,2 %), l'a toutefois été moins qu'aux États-Unis (+5,7 %) ou que pour les économies émergentes (+6,8 %), malgré un recul de l'activité en zone euro plus important en 2020. L'économie du Royaume-Uni a davantage rebondi (+7,4 %, après une chute en 2020 parmi les plus fortes des pays européens) malgré l'incertitude liée au Brexit, finalement mis en œuvre au 1^{er} janvier. Enfin, l'activité en Chine a renoué avec une croissance vigoureuse (+8,6 %, après un ralentissement certes marqué de l'activité en 2020), même un peu supérieure à sa moyenne des années 2010 par effet de contrecoup. Ces évolutions hétérogènes selon les pays en 2021 sont notamment liées au rythme de diffusion du virus et aux stratégies sanitaires nationales (zéro-covid, confinements, vaccination...), mais aussi aux spécialisations sectorielles (les branches des matériels et des services de transport, de l'hébergement-restauration ou encore des loisirs, sport et culture – et le tourisme en général – restant à des niveaux d'activité dégradés).

► **1. Écart du PIB par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019 (en %)**



En France, l'activité a davantage rebondi en 2021 que dans la moyenne de la zone euro

Après une chute de 7,9 % en 2020, l'activité économique française s'est nettement redressée en 2021, à +6,8 %². La croissance y a donc été à la fois plus forte qu'en Allemagne (+2,9 %), où le choc de 2020 a été presque deux fois moindre, et qu'en Italie (+6,6 %) et en Espagne (+5,1 %), pourtant davantage affectées en 2020. En moyenne en 2021, le PIB français se situait 1,7 % en deçà de son niveau de 2019, un rattrapage assez vif par rapport à ses principaux voisins européens.

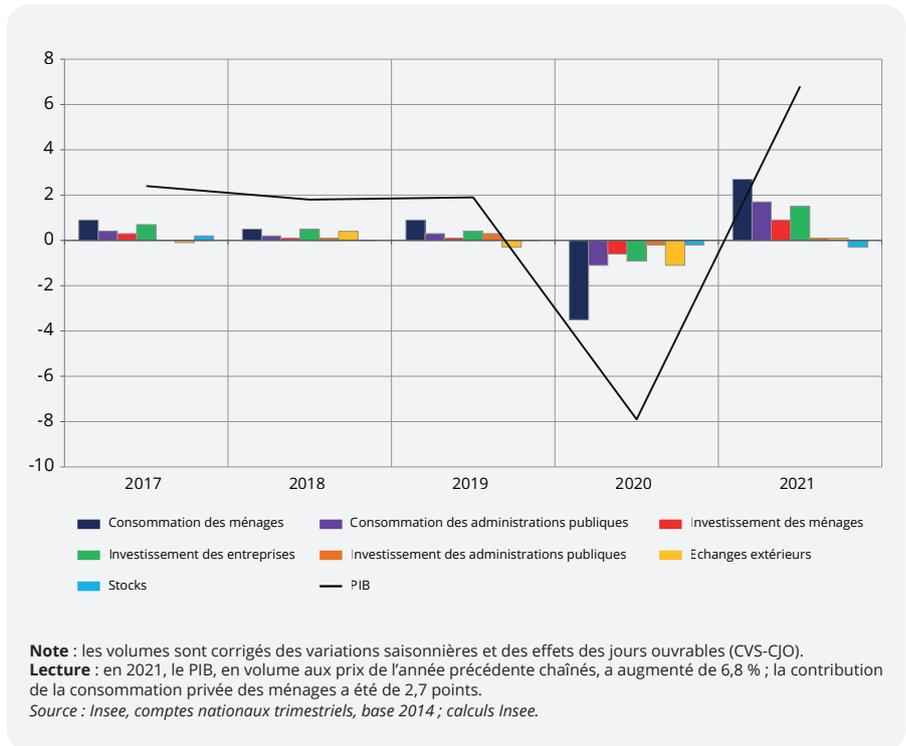
En miroir de la chute d'activité enregistrée en France en 2020, tous les principaux postes de la demande (hors stocks) participent à son rebond en 2021 ► **figure 2**. La plus forte contribution est celle de la consommation des ménages, de 2,7 points : les opportunités de consommer des ménages, bridées par les mesures de restrictions, se sont rétablies avec la réouverture progressive des magasins, des restaurants et cafés ou encore des

activités culturelles et sportives. La contribution de l'investissement total a été du même ordre, portée par les entreprises (1,5 point) – en lien avec la reprise de l'activité, notamment après les fermetures de chantiers en 2020 et du fait d'un investissement en services très dynamique – et par les ménages (0,9 point) – avec un marché immobilier dynamique. La consommation des administrations publiques a contribué au rebond de l'activité à hauteur de 1,7 point, portée par les campagnes de tests et de vaccination. La contribution des échanges extérieurs a été faiblement positive, de 0,1 point : les exportations, plus affectées en 2020 que les importations, ont aussi plus fortement rebondi. Les importations comme les exportations sont cependant restées à un niveau nettement inférieur à celui d'avant la crise sanitaire. En particulier, les exports et imports de tourisme se sont situés en 2021 à environ 40 % sous leur niveau de 2019.

Cet effet de miroir entre les évolutions de l'activité en 2020 et en 2021 a aussi été sectoriel, recouvrant toutefois des rattrapages hétérogènes selon les branches

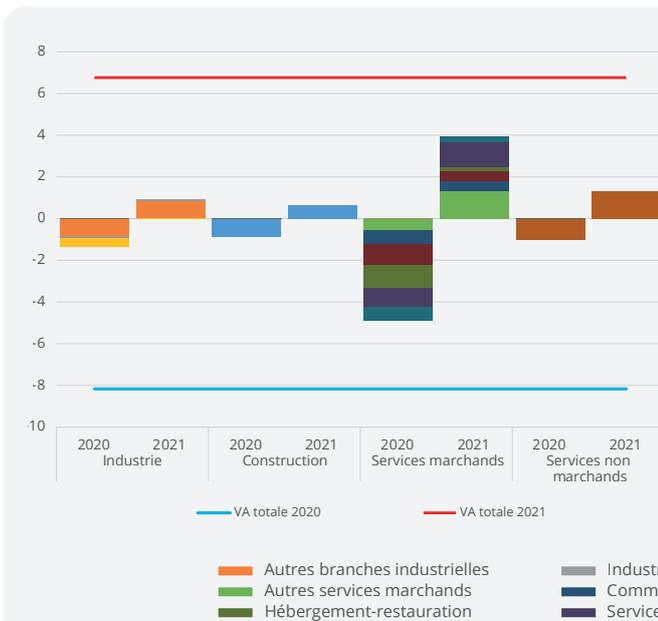
En 2021, la valeur ajoutée totale a dans l'ensemble davantage rebondi que la consommation des ménages, après une baisse également plus marquée en 2020 ► **figure 3**. Les disparités selon les branches apparues en 2020 ont néanmoins persisté en 2021. Dans l'industrie, la fabrication de matériels de transport a faiblement rebondi en 2021, pénalisée à la fois par les difficultés d'approvisionnement (s'agissant de l'industrie automobile), et par l'état dégradé du tourisme mondial (s'agissant de l'aéronautique). Les services les plus affectés par les mesures de restriction – hébergement-restauration, transports, services aux ménages (sport, culture, loisirs) – ont poursuivi leur trajectoire de reprise, malgré un début d'année 2021 marqué à nouveau par l'épidémie. L'hétérogénéité ne s'est cependant pas résorbée, entre ces branches dont l'activité ou la consommation est restée en moyenne sous son niveau de 2019 et celles qui, ayant moins souffert de la

► 2. Variations annuelles du PIB (en %) et contribution des principaux postes de la demande (en points)

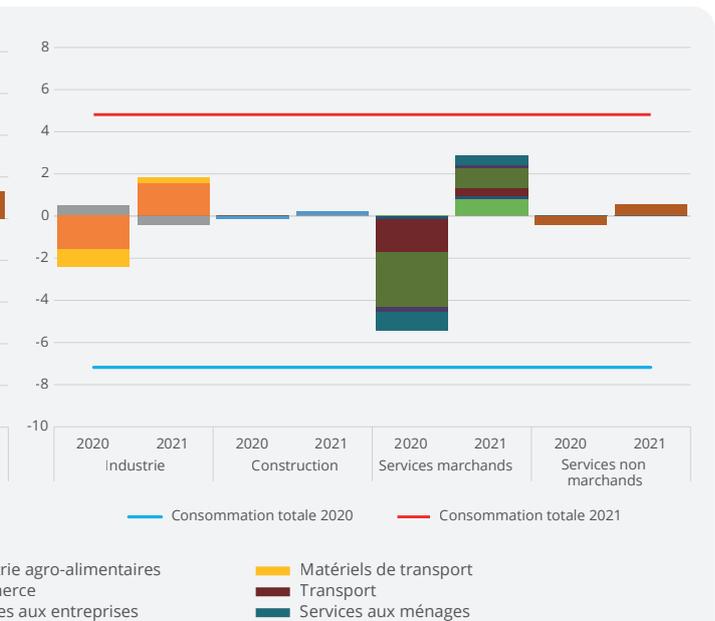


► 3. Variations annuelles (en %) et contribution des branches ou produits (en points)

a. Valeur ajoutée

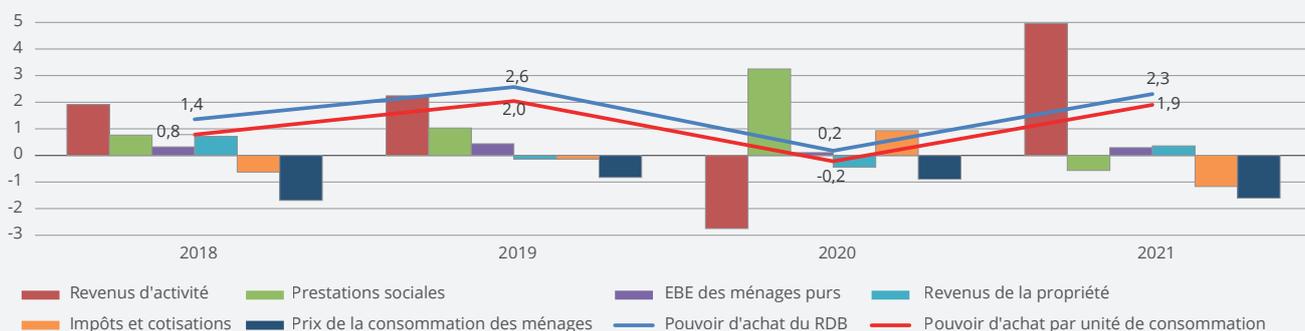


b. Consommation des ménages



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO). La valeur ajoutée totale est calculée hors impôts et subventions sur produits (contrairement au PIB).
Lecture : en 2021, la valeur ajoutée totale a augmenté de 6,8 %. La contribution des autres services marchands (services marchands hors commerce, transport, hébergement-restauration, services aux entreprises et aux ménages) a été de 1,3 point ; celle de l'ensemble des branches des services marchands a été de 4,0 points.
Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee.

► 4. Variations annuelles du pouvoir d'achat (en %) et contributions de ses principaux déterminants (en points)



Note : les données sont corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Lecture : le pouvoir d'achat du RDB des ménages a augmenté de 2,3 % en 2021. La principale contribution à cette hausse est celle des revenus d'activité, qui s'élève à 5,0 points.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee.

crise sanitaire, s'en sont rapprochées ou l'ont dépassé (information-communication, services financiers...). Ce constat est aussi vrai à un niveau plus agrégé : en 2021, la valeur ajoutée est restée à un niveau par rapport à 2019 relativement plus dégradé dans l'industrie que dans les services, et inversement pour la consommation des ménages.

En 2021, l'emploi et la population active ont été dynamiques

Après une diminution en 2020 (-216 900 emplois en fin d'année, par rapport à la fin d'année 2019), d'ampleur largement moindre que celle de l'activité, l'emploi salarié a vivement rebondi en 2021 (+855 100 entre fin 2020 et fin 2021), repassant fin 2021 nettement au-dessus du niveau de la fin 2019³. Il est néanmoins resté en deçà de son niveau d'avant-crise dans l'industrie, tandis qu'il était particulièrement allé dans la construction, l'hébergement-restauration et les services aux entreprises. Le dispositif d'activité partielle, dont les conditions ont progressivement évolué au cours de l'année, ne concernaient en décembre 2021 qu'environ 400 000 salariés (contre 1 900 000 en janvier 2021)⁴.

Après des mouvements très heurtés en 2020 selon un effet en « trompe-l'œil »⁵, le taux de chômage a été quasi stable pendant les trois premiers trimestres de 2021, à environ 8 % de la population active, avant de refluer sensiblement à 7,4 % au quatrième trimestre. Le dynamisme de l'emploi au cours de l'année a en effet été d'abord

contrebalancé par celui de la population active, qui a rejoint progressivement sa trajectoire tendancielle d'avant la crise sanitaire puis l'a dépassé au troisième trimestre, avant de se replier légèrement par contrecoup au quatrième, conduisant à la baisse marquée du taux de chômage en fin d'année. Ces mouvements ont été particulièrement marqués pour les jeunes, dont le taux d'emploi a atteint un point haut depuis 1991, notamment sous l'effet des contrats en alternance.

En 2021, tiré par des revenus d'activité dynamiques, et quoique pénalisé par une inflation en hausse, le pouvoir d'achat par unité de consommation a progressé de 1,9 %

Après un ralentissement en 2020 (+1,1 %), le revenu disponible brut des ménages a progressé (+4,0 %), plus vivement encore qu'en 2018 et 2019. Le même effet de miroir évoqué précédemment entre 2020 et 2021 a joué sur les contributions des différentes composantes du pouvoir d'achat, à l'exception notable de l'inflation ► **figure 4**. Les revenus d'activité ont contribué le plus, à hauteur de 5,0 points, en lien avec la reprise de l'activité, le dynamisme de l'emploi et le moindre recours à l'activité partielle ► **figure 4**. En 2020 la contribution négative des revenus d'activité avait été en partie compensée par celle, positive, des prestations sociales et des impôts⁶. En 2021, c'est le phénomène inverse qui se produit. L'ampleur nettement plus faible de la contribution négative des prestations sociales, de -0,6 point, reflète toutefois la poursuite partielle des dispositifs de soutien (activité partielle et fonds de

solidarité). Enfin, poussée notamment par les prix de l'énergie, l'inflation a commencé à augmenter nettement au second semestre 2021, jusqu'à atteindre 2,8 % sur un an en fin d'année. Malgré cette hausse des prix, la croissance du pouvoir d'achat a été nette en moyenne annuelle (+2,3 %, soit 1,9 % par unité de consommation). Du côté des entreprises, la valeur ajoutée (CVS-CJO) des sociétés non financières a augmenté de 9,6 % en 2021, en nette reprise après sa chute en 2020. Le taux de marge a quant à lui atteint 34,2 %, repassant même au-dessus du pic de 2019 (lié principalement à un effet d'enregistrement du CICE). Cette moyenne annuelle résulte cependant d'un premier semestre 2021 élevé, dans le sillage du rebond de la fin 2020, tandis que le second semestre 2021 a été un peu plus modéré. ●

Aliette CHEPTITSKI (Insee)

1 : World Economic Outlook, FMI (Avril 2022)

2 : Estimation prenant en compte la correction des variations saisonnières et les effets des jours ouvrables.

3 : Données révisées sur l'emploi salarié national, par rapport à celles mobilisées dans le chapitre Emploi du bilan, suite à plusieurs changements méthodologiques ; en particulier les alternants sont inclus explicitement dans la dynamique de l'emploi des années 2019 à 2021.

4 : Le chômage partiel, 27 avril 2022, Dares

5 : Les confinements ont rendu difficiles les démarches de recherche active d'emploi, ce qui influe sur la mesure du taux de chômage : en effet, un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, et qui a effectué au cours des quatre dernières semaines une démarche active de recherche d'emploi.

6 : Ce, pour des raisons en partie comptables : contrairement aux salaires auxquels l'activité partielle n'est pas enregistrée dans les revenus d'activité, mais dans les prestations sociales.